



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°164 1^{ER} JUILLET 2019

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**MONNAIE
UNIQUE :
L'ECHEANCE A
2020 ET LE NOM
« ECO »
OFFICIELLEMENT
MAINTENUS
LORS DU COMITE
MINISTERIEL DE
LA CEDEAO**

**TCHAD :
PROTESTATION
DES SYNDICATS
DE
COMMERÇANTS**

**GUINEE EQUATORIALE :
CREATION D'UNE
COMMISSION
NATIONALE POUR
L'INITIATIVE POUR LA
TRANSPARENCE DANS
LES INDUSTRIES
EXTRACTIVES**

**COTE D'IVOIRE :
VISITE DU PDG
DU GROUPE
ORANGE EN
COTE D'IVOIRE**

**TANZANIE :
AUGMENTATION DE
18% DU NOMBRE
DE TOURISTES EN
2018**

**MALI : VERS UN
NOUVEAU
PROGRAMME
D'ASSISTANCE
DU FMI ?**

**LE PIPELINE
NIGER-BENIN SE
PRECISE**

**GHANA : LE MARCHÉ
GHANEEN DE LA
BANQUE MOBILE
CONNAIT LA PLUS
FORTE CROISSANCE EN
AFRIQUE**

**GABON : LE BOIS
DE NOUVEAU
EXPORTE**



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Monnaie unique : l'échéance à 2020 et le nom « ECO » officiellement maintenus lors du comité ministériel de la CEDEAO

Les 17 et 18 juin 2019 s'est tenu à Abidjan le comité interministériel des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales de la CEDEAO, réunis pour discuter entre autres des modalités d'adoption de la future monnaie régionale. L'échéance de 2020 a été officiellement maintenue et des recommandations ont été formulées et soumises aux chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO. Le compte-rendu de la réunion indique que la monnaie commune de la CEDEAO devrait s'appeler « ECO », avec un modèle fédéral de banque centrale et un régime de change flexible avec un ciblage de l'inflation globale comme axe de politique monétaire.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ 54^{èmes} assemblées annuelles de la BAfD à Malabo

Du 11 au 14 juin 2019 se sont tenues à Malabo les 54^{èmes} assemblées annuelles de la BAfD autour du thème de l'intégration régionale pour la prospérité économique de l'Afrique. Lors de ces assises, les actionnaires de la BAfD ont, entre autres, approuvé le projet d'augmentation de capital de la banque et annoncé le lancement d'un fonds (d'une dotation de 400 M USD) pour le renforcement des politiques d'inclusion financière numérique. A l'issue des rencontres, la ministre ivoirienne du Plan et du développement a pris la présidence du Conseil des gouverneurs, en prélude aux prochaines assemblées annuelles prévues à Abidjan en mai 2020. Pour rappel, les financements approuvés par l'institution en 2018 se sont élevés à 8,9 Mds USD et ses décaissements à 6 Mds USD.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ UEMOA : croissance de 6,3% au premier trimestre 2019 d'après la BCEAO

Selon la BCEAO, la croissance économique de l'UEMOA s'est établie à 6,3% en g.a. au T1 2019, contre 6,4% au T3 2018t. L'activité économique a été tirée par un secteur tertiaire en pleine expansion. Les pressions inflationnistes ont baissé à 0,1% à fin mars. Le rapport indique un déficit commercial trimestriel de 40,3 Mds FCFA (61,4 M EUR), un gain de compétitivité réel avec la baisse du taux de change effectif réel (-4,7% par rapport au T4 2018), une baisse du taux d'intérêt débiteur moyen (6,62% contre 6,75% au T4 2018). Pour rappel, le FMI projette de bonnes perspectives économiques pour l'Union, avec une croissance qui devrait s'établir à 6,6% en 2019.

✉ alpha.ly@dgtresor.gouv.fr

▼ Promotion du secteur privé au forum Africallia

La 6^{ème} édition du forum ouest-africain de développement Africallia a été organisée à Abidjan du 12 au 14 juin 2019. Organisé par la chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire, le forum portait sur le thème monnaie et intégration économique, enjeux pour le secteur privé en Afrique. Réunissant les acteurs privés ivoiriens et internationaux, c'est un instrument d'appui à la promotion du partenariat du secteur privé et de l'intégration des économies régionales. Près de 500 entreprises de 20 pays différents y ont participé.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Tchad : protestation des syndicats de commerçants

Deux syndicats de commerçants tchadiens qui fournissent des services à l'Etat réclament le remboursement de leurs créances dues par l'Etat. Seulement 10% de celles-ci auraient été payées depuis 2013, sur un montant global estimé par le secteur privé à plus de 1 000 Mds FCFA. Un ultimatum pour l'apurement de cette dette dans un délai de 10 jours a été lancé par les syndicats qui menacent d'organiser des marches et des sit-in. Le 3 juin, le ministre des Finances et du Budget annonçait le lancement d'une opération de remboursement à hauteur de 30 Mds FCFA, notamment en faveur des petits commerçants.

✉ couleaudc@afd.fr

▼ Cameroun : réduction du déficit budgétaire en 2018

Les recettes budgétaires internes recouvrées au cours de l'exercice 2018 s'élèvent à 3 435,9 Mds FCFA, en hausse de 12,4% par rapport à 2017 sous l'effet d'une hausse des recettes pétrolières (+29,4%) et non pétrolières (+9,9%). Les dépenses courantes exécutées se sont élevées à 2 360 Mds FCFA sur une dotation initiale de 2 342 Mds FCFA, avec des dépenses de biens et services en dépassement de 118,5 Mds FCFA, imputable à l'accroissement des dépenses sécuritaires. Les dépenses en capital sont quant à elles en dépassement de 144,1 Mds FCFA, ce qui s'explique par l'accélération de l'exécution des projets liés à l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN). Le solde budgétaire global s'établit à -2,5% du PIB, contre -5,1% en 2017.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : hausse des prix de 1,5% en mai en g.a.

L'inflation s'est établie à 1,5% en mai en g.a. et à 0,5% par rapport au mois d'avril 2019. La catégorie « hôtellerie-restauration » a connu une hausse des prix de 5,9% en g.a., et les catégories « santé » et « logement, eau, électricité, gaz » ont respectivement augmenté de 2,4% et 2,3%.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : adoption de la 5^{ème} revue au titre des accords de la FEC et du MEDC en faveur du pays

Le conseil d'administration du FMI a adopté le 14 juin dernier la 5^{ème} revue au titre des accords de la facilité élargie de crédit (FEC) et du mécanisme élargi de crédit (MEDC) en faveur de la Côte d'Ivoire. Il a ainsi approuvé un décaissement de 133,9 M USD, portant le montant total décaissé à 765,8 M USD. Le Fonds prévoit de bonnes perspectives économiques pour le pays avec une croissance qui devrait s'établir à 7,5% du PIB en 2019, et table sur une convergence du déficit budgétaire vers la norme communautaire de l'UEMOA à 3% du PIB. Pour rappel, ce programme d'un montant global de 898,4 M USD sur 3 ans a été approuvé en décembre 2016.

✉ alpha.ly@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : important recul de l'excédent commercial du pays en 2018

A l'issue du Conseil des ministres du 19 juin 2019, le porte-parole du gouvernement a indiqué que l'excédent commercial du pays pour l'année 2018 s'est établi à 440,4 Mds FCFA (671,4 M EUR). Il subit un recul de près de 75% par rapport à l'année précédente, sous l'effet simultané de la contraction des exportations (-10,3%, à 10 Mds EUR) et de l'augmentation des importations (+9,2%, à 9,3 Mds EUR). Cette baisse brutale, imputable en grande partie à la baisse des prix du cacao et à la hausse des achats de pétrole, met un coup d'arrêt à la progression continue de l'excédent commercial enregistrée depuis 2013.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : vers un nouveau programme d'assistance du FMI ?

Une mission du FMI est actuellement à Bamako pour échanger sur les contours d'un éventuel nouveau programme avec le pays. Deux points font l'objet d'une attention particulière : (i) la mobilisation des recettes internes (direction générale des douanes, direction générale des impôts et la direction générale des domaines) et (ii) la situation du secteur de l'énergie, notamment d'Energie du Mali. Une séance de restitution, prévue pour le 25 juin 2019, devrait permettre de savoir si les conditions sont réunies pour la mise en place de ce nouveau programme.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : hausse de l'indice des prix à la consommation du mois d'avril de 1,7% en g.a

L'indice des prix à la consommation du mois d'avril 2019 s'est établi à 1,7% en g.a., tiré essentiellement par les catégories « poisson et fruits de mer » (+13,6%), huiles et graisses (+4,5%) et pain et céréales (+3,3%). Toutefois, la progression de cet indice connaît un ralentissement depuis ces quatre derniers mois dû essentiellement au repli des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (principal poste), mais aussi à la baisse des prix du logement. Pour rappel, d'après le FMI, le taux d'inflation moyen s'est établi à 3% en 2018 en Mauritanie et devrait croître à 3,9% en 2019.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : programmation budgétaire et économique pluriannuelle 2020-2022

Le gouvernement a examiné et adopté le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) 2020-2022. Ce document présente des projections des perspectives de mobilisation des ressources et leur affectation aux ministères et aux institutions pour la mise en œuvre des programmes budgétaires. Le DPBEP constitue également un instrument d'encadrement de la préparation du budget annuel pour permettre une utilisation optimale des ressources, conformément aux priorités du gouvernement. Ainsi, les orientations budgétaires retenues par le gouvernement dans le cadre du projet de loi de finances 2020 feront l'objet d'un débat d'orientation budgétaire à l'Assemblée nationale.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Ghana : la Banque mondiale prévoit une croissance de 7,5% du PIB en 2019

Après une croissance estimée à 6,3% du PIB en 2018 par la Banque mondiale, celle-ci prévoit une croissance de l'ordre de 7,5% en 2019 (à comparer à la prévision de 8,8% du FMI en début d'année), dont 6,2% pour le secteur non-pétrolier. Le directeur sortant de la Banque mondiale au Ghana s'est inquiété de la possibilité d'un déficit budgétaire important en 2019 alors que des élections sont prévues en 2020. Depuis 2000, le Ghana connaît de forts dérapages de ses dépenses publiques dans les années pré-électorales. Pour y remédier, le gouvernement a récemment adopté le *Fiscal Responsibility Act* fixant un plafond de déficit public à 5% du PIB.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : budget en hausse à 13,8 Mds USD (386,9 Mds ETB) pour l'exercice 2019-2020

Le Parlement a adopté un budget de 13,8 Mds USD (386,9 Mds ETB) pour l'année budgétaire 2019-2020, soit une hausse de 11,5% par rapport au budget 2018-2019. Les principaux postes de dépense sont l'éducation (1,8 Mds USD, 21 % du budget), les infrastructures routières (1,7 Mds USD, 19,4%) et le service de la dette (900 M USD, 10,5%), tandis que la santé ne représente que 5% des dépenses. Par ailleurs, les dépenses courantes représenteront 28% du budget. Une dévaluation de l'ordre de 6% est aussi prévue, ce qui devrait contribuer à accroître l'inflation déjà élevée (16,9% en g.a en mai 2019). En raison de l'inflation, le budget pourrait faire l'objet d'une enveloppe supplémentaire comme lors de l'exercice 2018-2019 (+1,2 Md USD).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : arrivée à échéance de la première tranche des Eurobonds 2014

Les réserves de changes kenyanes ont connu une baisse de 930 M USD au cours de cette semaine pour s'établir à 9,2 Mds USD, soit 5,8 mois d'importation. Cette baisse s'explique en partie par la maturation de la tranche à cinq ans des Eurobonds contractée en 2014, conduisant au remboursement de l'intégralité du principal pour un montant de 750 M USD. Ces Eurobonds, émis en 2014 sous forme de paiement *in fine* (remboursement de l'intégralité du principal au moment de l'arrivée à maturité du titre) ont permis aux autorités de dégager des marges de manœuvres budgétaires à court-terme au cours des dernières années. Toutefois, au regard des contraintes budgétaires actuelles du pays, le paiement *in fine* n'apparaît plus adapté. De ce fait, pour les Eurobonds émis en 2019, un remboursement intégrant des amortissements en principal sur les trois années qui précèdent le dénouement des obligations a été privilégié, afin de réduire les « pics » de remboursement.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : activité économique limitée dans un contexte politique incertain

L'activité économique reprend difficilement dans le pays après les protestations du 13 juin 2019 et l'imposition par le gouvernement de transition de neuf jours fériés du 31 mai au 8 juin pour la célébration de la fin du Ramadan. La coupure d'internet depuis le 4 juin paralyse toujours le pays. De nombreux Soudanais appauvris vendent de l'or sur le marché. La livre soudanaise se négociait à 71 pour 1 euro le 23 juin, soit une baisse de 6% en une semaine. La normalisation de la vie quotidienne à Khartoum demeure fragile dans un contexte de déploiement de miliciens armés dans la ville.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Sao Tome-et-Principe : rapprochement avec la Guinée équatoriale dans deux secteurs d'activité

Dans une dynamique de relance de la coopération bilatérale, les autorités santoméennes et équato-guinéennes ont renforcé leurs échanges ces dernières semaines. Dans le secteur pétrolier, il s'agit pour les deux pays de réactiver le protocole d'exploitation conjointe, via une entreprise mixte, d'un bloc pétrolier situé à la frontière maritime des deux pays. Des cadres santoméens pourraient par ailleurs être formés dans le nouvel Institut Technologique du Pétrole de Guinée équatoriale. Dans le secteur aérien, des négociations sont en cours pour l'établissement d'un partenariat entre les compagnies aériennes nationales des deux pays.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : vers la mise en place d'un guichet unique dédié à la délivrance des titres fonciers

Selon les statistiques, seulement 2,5% à 3% des propriétaires terriens en Guinée détiennent des titres fonciers, une situation qui serait due à la lourdeur des procédures d'obtention des documents administratifs et au coût élevé de traitement des dossiers. Pour pallier ce problème, le ministère de la Ville et de l'Aménagement du territoire, en partenariat avec le ministère des Investissements et du partenariat public privé et la Société financière internationale (SFI), vient d'organiser un atelier sur le diagnostic du guichet unique du foncier, de la construction et de l'habitation. La SFI s'est engagée à accompagner la Guinée dans la mise en œuvre effective des réformes dans ce domaine.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : nouvelles règles des bureaux de change en Tanzanie

La banque centrale de Tanzanie (BoT), a publié un nouveau règlement sur les bureaux de change. La dernière modification date de 2017. En vertu des nouvelles règles, les opérateurs de change sont tenus de recueillir l'identité de la personne qui échange de l'argent ainsi que la source et l'utilisation prévue des devises. De plus, il est exigé un capital minimum de 435 000 USD pour l'obtention d'une licence, contre 131 000 USD auparavant. Pour rappel, la BoT a fermé plus de 57 bureaux de change en mars 2019, invoquant l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENT

▼ Guinée équatoriale : le gouvernement et la BAfD finalisent l'élaboration d'un projet ambitieux pour le renforcement des finances publiques

Le conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé mercredi 5 juin un prêt de 26 M EUR à la Guinée équatoriale pour financer le projet d'appui à la modernisation des finances publiques (PAMFP). L'objectif est de restaurer la marge de manœuvre budgétaire nécessaire à la diversification de l'économie. Cet appui institutionnel sera mis en œuvre au cours de la période 2019-2023 et sera orienté autour des axes suivants : la modernisation du cadre réglementaire de la gestion des finances publiques, l'informatisation et l'interconnexion des autorités financières et la création d'une capacité de gestion des finances publiques.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : ratification d'une convention avec l'AFD sur le financement du projet régional d'interconnexion électrique

Le gouvernement burkinabè a ratifié le 13 juin dernier la convention conclue en mars 2019 à Ouagadougou avec l'AFD. Cette convention concerne le financement du projet régional d'interconnexion électrique de Dorsale Nord pour un montant de 30 M EUR. Ce projet permettra la construction de 381 km de ligne 330 Kvolts et 24 km de ligne 225 Kvolts à travers le pays. Le projet permettra également l'électrification des villages de 500 à 2 500 habitants. Ces réalisations permettront au pays d'accroître l'offre d'énergie à travers l'importation de 150 MW dès 2022 et de connecter au réseau de la Société nationale d'électricité (SONABEL) environ 100 000 habitants de 150 localités.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : don chinois de 100 complexes scolaires

Le chef de l'Etat vient de procéder au lancement des travaux de construction de 100 complexes scolaires dans cinq régions du pays : Plateau central, Boucle du Mouhoun, Centre-Ouest, Nord et Hauts-Bassins grâce à un don de la Chine de 5,8 Mds FCFA (8,8 M EUR). Les écoles devraient être livrées dans un délai de cinq mois et opérationnelles pour la rentrée scolaire 2019-2020. L'attribution des différents lots a été validée lors du conseil des ministres du 22 mai 2019. Pour rappel, selon les données de la Banque mondiale, le taux brut de scolarisation primaire du Burkina Faso était de 91,1% en 2016, contre une moyenne de 97,3% en Afrique subsaharienne à la même période.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : investissement de 330 M d'escudos (3 M EUR) du gouvernement dans le service maritime inter-îles

Le gouvernement cap-verdien va investir 3 M EUR pour subventionner le processus de concession du service maritime inter-îles pendant la première année. La concession avait été attribuée à la compagnie portugaise *Transinsular – Transportes Maritimos Insulares* (groupe ETE) en octobre 2018. Si l'Etat devrait ainsi compenser les résultats négatifs attendus en 2019, les subventions pourraient être beaucoup plus faibles les années suivantes.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : recherche de financement pour l'assainissement et le drainage dans le district d'Abidjan

En présence de la ministre de l'Assainissement et de la Salubrité, une table ronde des bailleurs de fonds s'est tenue à Abidjan le 13 juin dernier. L'objectif était de trouver des sources de financements pour le schéma directeur d'assainissement et de drainage du district d'Abidjan. La phase 1 de ce programme porte principalement sur l'aménagement du bassin versant du Gourou ainsi que sur la gestion des eaux usées et des eaux pluviales, majoritairement dans les communes de Yopougon, Cocody et Abobo. Un financement de 900 M EUR est nécessaire pour la conduite de ce schéma sur la période 2018-2060.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : financement de la BAfD pour le réseau électrique

La Banque africaine de développement a octroyé à la Côte d'Ivoire deux prêts pour le renforcement de son réseau électrique. Le premier, de 65 Mds FCFA (100 M EUR), permettra l'implantation d'une centrale thermique à cycle d'une capacité de 390 MW. Le second viendra financer le projet d'extension de la centrale d'Azito à hauteur de 32 Mds FCFA (50 M EUR), afin d'augmenter la production de l'usine de 253 MW.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : vers un renforcement de la coopération économique agricole avec le Vietnam ?

Lors de 1^{ère} visite officielle au Vietnam, le ministre des Affaires étrangères Marcel Amon Tanoh s'est entretenu avec le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères vietnamien le 18 juin à Hanoï. A cette occasion, Marcel Amon Tanoh a appelé les entreprises vietnamiennes à investir en Côte d'Ivoire dans la transformation de la noix de cajou, rappelant la signature en mars dernier d'un accord avec le groupe vietnamien T&T sur la construction d'une usine de transformation d'une capacité de 50 000 tonnes en Côte d'Ivoire. 3^{ème} producteur mondial d'anacarde, le Vietnam en est de loin le 1^{er} exportateur mondial. En 2018, le pays a racheté 55% de la production ivoirienne (plus de 800 000 tonnes).

✉ baptiste.palu@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : signature d'accords de coopération avec le Portugal

Quatre accords ont été signés entre la Côte d'Ivoire et le Portugal à l'issue de la visite officielle du président portugais à Abidjan la semaine dernière. Ces accords concernent la promotion et la protection réciproque des investissements, l'assainissement et la valorisation des déchets solides, la formation touristique, ainsi que la formation professionnelle. Pour rappel, trois accords portant sur l'administration, le sport et l'éducation avaient déjà été signés en mai dernier au cours de la Commission bilatérale ivoiro-portugaise.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : revue du programme d'appui de l'UE à la consolidation de l'Etat 2019-2020

Le comité de pilotage du programme d'appui à la consolidation de l'Etat 2019-2020, financé par le 11^{ème} FED (Fonds européen de développement), a tenu sa 1^{ère} réunion le 17 juin dernier. La ministre guinéenne de la Coopération et de l'Intégration africaine et le chef de la délégation de l'UE ont pris part à cette réunion. L'objet de la réunion est de faire un 1^{er} constat sur la mise en œuvre des différents points du programme. Pour rappel, le coût global de ce programme s'élève à 30 M EUR, dont 25 M EUR d'appui budgétaire (augmentation de l'espace budgétaire et accompagnement des réformes des finances publiques) et 5 M EUR d'appui complémentaire relatif au renforcement du système statistique.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Lancement du projet routier entre la Guinée et la Guinée-Bissau

Les travaux de construction de la route Boké-Québo de 107 km entre la Guinée et la Guinée-Bissau ont été lancés le 13 juin dernier. La BAfD finance le projet à hauteur de 36 M USD et l'UE contribue, de son côté, à hauteur de 20,4 M EUR sous forme de prêt concessionnel pour un délai d'exécution de 4 ans. Sur les 107 km de routes à bitumer, 86 km se trouvent en territoire guinéen avec 2 ponts à construire, et les 21 kms restants sont en Guinée-Bissau avec 5 ponts à réaliser. A noter que ce financement porte le total des engagements en cours de la BAfD dans le secteur routier à presque 200 M USD.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : la feuille de route du programme d'intégration des jeunes INTEGRA débattue

L'atelier de restitution sur la feuille de route relative aux filières agricoles et agroalimentaire du programme d'intégration socioéconomique des jeunes en Guinée s'est tenu le 18 juin dernier. Le programme INTEGRA, qui bénéficie des financements de l'UE et d'autres bailleurs de fonds, prévoit d'accompagner et de soutenir 40 entreprises et groupements dans le développement de leurs activités de transformation alimentaire individualisées. Avec l'aide des experts projets, 40 entreprises seront accompagnées afin de créer des emplois (600 emplois, dont 300 pérennes sont attendus). Selon l'administrateur du programme, la feuille de route répond aux priorités du PNDES 2016- 2020.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : inauguration des nouvelles infrastructures de l'aéroport international de Niamey

Après l'inauguration dans la matinée de l'hôtel présidentiel Radisson Blu, le Président nigérien a procédé dans la soirée du 11 juin 2019 à l'inauguration de l'aéroport international Diori Hamani de Niamey. L'inauguration de l'infrastructure aéroportuaire, réalisée par la société turque Summa dans le cadre d'un contrat de partenariat public-privé, s'est déroulée en présence du président de l'Assemblée nationale, du Premier ministre, des présidents des institutions de la République, ainsi que des membres du gouvernement, des représentants du corps diplomatique, de l'Organisation de l'Aviation civile internationale (OACI) et du PDG de la société Summa.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Le pipeline Niger-Bénin se précise

Après une audience avec le Premier ministre nigérien le 17 juin dernier, le Vice-président de la *China National Petroleum Corporation* (CNPC) a déclaré que son groupe envisageait la construction d'un pipeline long de plusieurs centaines de kilomètres du bassin d'Agadem à l'Est du Niger jusqu'à la côte maritime du Bénin. Pour rappel, le Niger produit du pétrole depuis 2011 avec une production actuelle d'environ 20 000 barils/jour pour un besoin national estimé à 7 000 barils. Grâce à un projet lancé en 2018, la CNPC espère faire grimper la production à 110 000 barils par jour d'ici à 2021.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Sénégal : le Japon fait un don de près de 5 M EUR

Le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération et l'ambassadeur du Japon au Sénégal ont signé le 18 juin dernier deux accords de financement pour un total de 3 Mds FCFA (4,6 M EUR) dans le cadre de l'aide financière non remboursable du gouvernement nippon. Cette enveloppe est destinée, d'une part, au financement du programme économique et social pour un montant de 1,25 Md FCFA (2 M EUR) qui contribuera à améliorer les services de soins de santé maternelle et infantile et, d'autre part, à l'assistance alimentaire pour 1,75 Md FCFA (2,6 M EUR) visant à l'amélioration des conditions alimentaires des populations vulnérables dans les zones enclavées.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : succès de la 2^{ème} émission d'obligations souveraines vertes

Le Bureau nigérien de gestion de la dette (DMO) a réalisé une 2^{nde} émission d'obligations vertes pour un total de 15 Mds NGN (48,9 M USD, au taux de change interbancaire de 306,95 NGN/USD), au taux d'intérêt de 14,5% et pour une maturité de 7 ans. L'émission a été sursouscrite plus de deux fois et le nombre de souscripteurs a doublé par rapport à la 1^{ère} émission. D'après le communiqué de presse, les fonds collectés seront alloués à des projets qui contribueront aux engagements du Nigéria pour l'Accord de Paris sur le changement climatique. Pour rappel, le Nigéria avait été le 1^{er} pays africain à émettre des obligations vertes en décembre 2017 pour 10,7 Mds NGN (35 M USD), au taux de 13,48% et pour une maturité de 5 ans.

✉ william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : signature d'un MoU entre Schneider Electric et EM-ONE dans le secteur des mini-grids

Schneider Electric a signé un protocole d'entente avec l'entreprise nigérienne *EM-ONE Energy Solutions* pour la création d'une filière industrielle africaine de mini-grids. D'après le communiqué de presse, cette entreprise a déjà remporté un contrat de 30 mini-grids pour alimenter des hôpitaux de l'Etat de Kaduna et vise également le marché des universités et de l'électrification rurale. Schneider Electric aura le rôle de partenaire technique pour l'installation des mini-grids et d'une plateforme industrielle au Nigeria. Avec son programme « Accès à l'Energie », le groupe a déjà installé 700 mini-grids en Afrique en 10 ans, essentiellement en zone rurale.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : deux accords de subventions entre la BAfD et le gouvernement

Le ministre des Finances et la directrice générale de la Banque africaine de développement pour l'Afrique de l'Ouest ont signé deux accords de subventions dans les secteurs de l'agriculture et du tourisme. Le premier, d'un montant de 274 000 USD, financé par le Fond de développement sud-coréen, doit permettre d'identifier des secteurs propices au développement de la chaîne de valeur agricole du pays. Le second, d'un montant de 155 000 USD, prendra la forme d'une assistance technique auprès de la *Liberia Revenue Authority* qui travaillera avec le ministère de l'Information, de la Culture et du Tourisme pour développer le secteur touristique et ainsi favoriser l'élargissement de la base fiscale.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : lancement de l'appel d'offres pour la construction du pont reliant Freetown à son aéroport

Le Président Julius Maada Bio a ouvert l'appel d'offres pour la construction du pont reliant la capitale Freetown à l'aéroport international de Lungi. A l'heure actuelle, ce dernier ne peut être rejoint que par la mer ou les airs. Les travaux devraient coûter jusqu'à 2 Mds USD et durer environ 5 ans, pour un pont d'environ 7 km de long. Pour rappel, lors de son déplacement à Pékin en septembre 2018, le Président Bio avait incité l'entreprise chinoise *PowerChina International Group* à s'intéresser à ce projet. Il avait par ailleurs annulé le mois suivant la décision de de son prédécesseur de construire un nouvel aéroport à Mamamah pour 400 M USD sur financements chinois.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : 200 M USD de garanties de la Banque mondiale pour les PPP renouvelables

La Banque mondiale a approuvé un financement de 200 M USD pour la mise en place de garanties sur les projets renouvelables en PPP. Le premier projet à en bénéficier sera la centrale solaire de Metehara, la première du pays. Les garanties devraient également porter sur les projets du programme *Scaling Solar* de la SFI lancé en 2017 pour deux centrales de 125 MW et complété récemment par un nouvel appel d'offres pour six centrales d'une capacité totale de 750 MW. La Banque mondiale souhaite attirer 1,5 Md USD de capitaux privés grâce à ce programme de garanties.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Gabon : le bois de nouveau exporté

Le 18 juin, le ministre de la Forêt Lee White a autorisé de nouveau l'exportation du bois gabonais, interdite depuis deux mois suite à la disparition de 353 conteneurs de Kevazingo, bois précieux interdit d'exploitation. Les stocks de bois avaient alors fortement augmenté et l'ensemble de l'activité de la filière s'était trouvée en difficulté.

✉ theophile.jegard@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : relance de l'usine de transformation de tomates

L'Assemblée nationale vient de ratifier l'accord de prêt complémentaire que le gouvernement a contracté en octobre 2018 auprès de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC). D'un montant de 4 Mds FCFA (6 M EUR), ce prêt sera investi dans la relance de l'usine de transformation de la tomate fraîche et de la mangue en concentré sur le site de Loumbila (région du Plateau-Central). En plus de ce prêt, l'Etat burkinabè s'est engagé à contribuer à hauteur de 3 Mds FCFA (4,5 M EUR) pour l'achèvement de la construction de cette usine et pour son équipement. A terme, l'usine devrait avoir une capacité de traitement de 250 tonnes de tomates et 240 tonnes de mangues par jour.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : lancement d'un projet d'inclusion des filières agricoles en faveur des petits producteurs

Le gouvernement malien et des partenaires techniques et financiers (FIDA, Danemark et Canada) ont procédé au lancement du projet inclusif des filières agricoles. Cette initiative, dont le coût total serait d'environ 88 M EUR, vise à faciliter l'accès aux crédits bancaires pour les petits producteurs et les organisations professionnelles agricoles. Cinq régions (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti) ont été sélectionnées pour entamer ce projet.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la banque centrale poursuit son soutien au secteur agricole

La Banque centrale du Nigéria (CBN) a dévoilé un programme de facilitation des exportations agricoles d'un montant de 200 Mds NGN (500 M EUR). Les filières du cacao, de la noix de cajou, de l'huile de palme, du karité et des graines de sésame pourraient ainsi obtenir des financements au taux unique de 9% sur une durée allant de 1 à 10 ans. La CBN a aussi déclaré avoir accordé un total de 608 Mds NGN (1,5 Md EUR) de crédits aux banques de dépôts afin de financer 587 projets dans le cadre de son programme de crédit pour l'agriculture commerciale initié en 2009. Pour rappel, l'agriculture représente 25% du PIB du Nigéria et 37% de l'emploi, mais ne se voit allouer que 3% des prêts du secteur bancaire.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Congo-Brazzaville : Pelfaco signe un contrat de partage de production avec la SNPC sur le permis Sounda

La société nigériane *Pelfaco* et la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) ont signé le 11 juin à Brazzaville un contrat de partage de production sur le permis d'exploitation d'hydrocarbures liquides et gazeux Sounda, situé dans le sud du pays. Ce permis qui avait été attribué à la SNPC en 2015 est issu de l'ancien bloc Marine VI. Il a une superficie de 134 km² et une profondeur d'eau de 500 m. Ses réserves sont estimées à 32 M de barils, que le groupe contracteur entend exploiter sur 25 ans. A travers ce contrat, *Pelfaco* devient le premier opérateur pétrolier africain à entrer dans le secteur congolais des hydrocarbures.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée équatoriale : création d'une commission nationale pour l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE)

Le Premier ministre chargé de la coordination administrative Francisco Pascual Obama Asue a présidé la première réunion de la commission nationale pour l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) le vendredi 14 juin. Le ministre des Mines et des Hydrocarbures Gabriel Mbega Obiang Lima a expliqué les mesures prises par la Commission, comme l'ouverture d'un bureau ITIE à Bata récemment, la sélection d'un cabinet pour réaliser l'audit des compagnies pétrolières nationales et l'organisation de séminaires entre la société civile et les membres du gouvernement.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : hausse de la production de pétrole brut

Selon le compte-rendu du dernier conseil des ministres ivoirien, la production de pétrole brut à fin mars 2019 était de 3 346 150 barils, soit 37 179 barils par jour, en augmentation de 16,5% par rapport aux résultats obtenus à fin mars 2018. Le gouvernement se fixe un objectif de production de 100 000 barils par jour en 2020. Au T1 2019, la valorisation de cette production est estimée à 118 Mds FCFA (180 M EUR), dont 9 Mds FCFA (14 M EUR) ont bénéficié à l'Etat.

✉ baptiste.palu@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : nomination d'un nouveau directeur général à la tête de la compagnie pétrolière nationale

Le Président Buhari a nommé Mele Kolo Kyari au poste de Directeur général de la *Nigerian National Petroleum Corporation*. Auparavant directeur de la division dédiée à la commercialisation du pétrole brut, il remplacera à partir du 8 juillet prochain Maikanti Baru, à ce poste depuis 2016. Six nouveaux directeurs généraux délégués et un directeur financier ont également été nommés, tous issus de la NNPC. Pour rappel, la production pétrolière moyenne du Nigéria en 2018 était de 1,92 million de barils par jour, faisant du pays le 13^{ème} producteur mondial et le 1^{er} en Afrique. Estimées à 37 Mds de barils, les réserves pétrolières avérées du Nigéria sont les 10^{ème} plus importantes au monde.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : accord avec les pétroliers sur la baisse des prix des carburants

Le gouvernement a annoncé le 19 juin une baisse des tarifs des produits pétroliers à l'issue de négociations avec quatre compagnies pétrolières, dont deux françaises (Total et Galana - Groupe Rubis Énergie). Le prix à la pompe de l'essence diminue de 100 MGA le litre (2 c€), celui du gasoil de 150 MGA (3 c€) et le pétrole lampant - qui concerne les ménages les plus vulnérables - de 500 MGA (12 c€). Une hausse des rémunérations des gérants de stations-service est prévue, ainsi que le transfert en dehors de la capitale du dépôt de carburant géré par la compagnie Logistique Pétrolière, dont Total est actionnaire. En outre, l'Etat et la profession lanceront à partir de novembre des appels d'offres internationaux conjoints afin d'importer les carburants au meilleur prix.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Côte d'Ivoire : augmentation des ventes de véhicules neufs

Le groupement interprofessionnel automobile, matériels et équipementiers (GIPAME) a présenté cette semaine le résultat de ses ventes de véhicules pour l'année 2018. Avec près de 11 000 véhicules neufs vendus en 2018, la hausse constatée en 2017 se poursuit et permet aux concessionnaires de dégager un chiffre d'affaires de plus de 400 Mds FCFA (610 M EUR). Les perspectives pour l'année 2019 sont également prometteuses, avec déjà 13 000 voitures vendues. Le président du GIPAME a fait part de son souhait d'organiser le premier salon de l'automobile en Côte d'Ivoire, deuxième marché du secteur en Afrique de l'Ouest après le Nigéria.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : visite du PDG du groupe Orange en Côte d'Ivoire

A l'occasion de sa venue en Côte d'Ivoire et de sa rencontre avec le chef d'Etat ivoirien, le PDG d'Orange Stéphane Richard a indiqué vouloir poursuivre les investissements du groupe dans la transformation digitale du pays. Les actions prioritaires d'Orange porteront sur l'extension de la couverture du réseau en 4G puis en 5G, ainsi que sur l'ouverture d'un *digital center* à Abidjan. Celui-ci proposera notamment des formations au codage pour les jeunes ainsi que des formules d'accompagnement pour les startups. Les projets les plus prometteurs pourront même bénéficier de financement. Orange est le leader du marché avec 49% de parts de marché en 2017, contre 31% pour le sud-africain MTN et 20% pour le marocain Moov.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : Telecel et Rimbo, derniers candidats en lice pour la reprise d'Orange Niger**

Sur les cinq entreprises en lice pour la reprise de l'opérateur de téléphonie mobile en difficulté financière Orange Niger, il ne resterait plus que Telecel Centrafrique et Rimbo Holding, les trois autres prétendants (Maroc Telecom, MTN et Vodafone) ayant été évincés. L'homme d'affaires nigérien Rhissa Mohamed, fondateur de Rimbo Holdings, a fait fortune dans le transport et les services financiers bancaires, et il est également le président du conseil d'administration d'Orange Niger. La décision finale sur le repreneur de l'opérateur devrait être prochainement connue des actionnaires et des partenaires stratégiques.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Ghana : le marché ghanéen de la banque mobile connaît la plus forte croissance en Afrique**

Le 4^{ème} rapport sur l'économie du Ghana, publié en juin 2019 par la Banque mondiale, souligne l'effet bénéfique des services de banque mobile au Ghana, qui connaissent actuellement la plus forte croissance en Afrique. Alors que l'inclusion financière est faible dans le pays, l'accès aux services financiers est passé de 41% de la population en 2010 à 58% en 2015. Cette augmentation de 17 points est permise par le marché bancaire par téléphone mobile à hauteur de 7 points, par les institutions de microfinance pour 5 points et par le marché bancaire universelle pour 2 points. Le nombre de ghanéens possédant un compte bancaire via leur téléphone est passé de 13% en 2014 à 39% en 2017.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : Trans-Sahara s'associe avec la fintech 8D pour lancer *BluBird Technologies*, une start-up de courses à motos**

L'entreprise ghanéenne Trans-Sahara s'associe avec la fintech 8D, qui a installé des bureaux à Accra, pour lancer un service de transport de personnes et livraisons par motos et vélos électriques dénommé *BluBird Technologies*. L'application permettra aux propriétaires d'engins à deux roues de toutes sortes (essentiellement des motos au Ghana) de livrer des colis, de transporter des personnes tout en assurant aux utilisateurs un environnement sécurisé : casque et respect du code de la route par les chauffeurs. L'initiative est d'actualité alors que se pose actuellement au Ghana la question du cadre juridique des Okada (les coursiers à moto).

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : renforcement de la flotte de l'*Ugandan National Airlines Company***

Le ministère des Travaux publics et des Transports a annoncé la livraison de deux nouveaux appareils CRJ-900s par la société Bombardier, en juillet et septembre prochains. Deux appareils du même type ont été livrés en avril 2019 pour un coût estimé à 41,55 M USD. Ainsi, à terme, la flotte de l'*Ugandan National Airlines Company* comptera quatre Bombardiers pour les vols régionaux et deux Airbus A330-800neo pour les long-courriers, qui seront livrés en décembre 2020 et janvier 2021. Le budget 2019-2020 alloué au projet de reconstitution de la compagnie aérienne nationale est de 155 M USD, dont 120 M USD pour les investissements et 35 M USD pour le fonctionnement. Selon le ministère, l'objectif du gouvernement est d'effectuer un premier vol inaugural à destination de Nairobi en juillet 2019. Ce calendrier paraît très ambitieux dans la mesure où le processus d'obtention de la certification n'est pas encore achevé.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : augmentation de 18% du nombre de touristes en 2018**

Le ministre des Ressources naturelles et du Tourisme a annoncé une augmentation de 18% du nombre de touristes accueillis en 2018, soit 1,51 million de personnes. Ce secteur a généré 2,4 Mds USD de recettes en 2018. Le ministre a également annoncé différentes mesures, dont un audit de la classification des hôtels et une nouvelle cartographie des 21 parcs nationaux du pays. Le *Tanzania Tourism Board* cible 2 millions de touristes en 2020 et 8 millions en 2025. Pour atteindre ces objectifs, la stratégie du gouvernement s'appuie notamment sur la relance d'*Air Tanzania*.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Cameroun : *International Container Terminal Services Inc (ICTSI)* désigné comme nouveau concessionnaire du terminal polyvalent du port de Kribi

L'entreprise philippine a été retenue au terme d'un processus de sélection par appel d'offres lancé par le port de Kribi pour la concession des activités de développement, d'exploitation et de maintenance du terminal polyvalent du port autonome de Kribi. Ledit terminal était préalablement géré en sous-traitance par le groupement d'entreprises camerounaises *Kribi Polyvalent Multiple Operators (KPMO)* suite à la défaillance de NECOTRANS, précédent adjudicataire.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : fusion de la SOGARA et de la *Gabon Oil Company*

Le conseil des ministres a entériné le 13 juin 2019 la fusion des deux sociétés publiques *Gabon Oil Company (GOC)*, chargée de la prospection, de l'exploitation et de la commercialisation du pétrole au titre de l'Etat gabonais, avec la Société Gabonaise de raffinage (Sogara). La Sogara faisait face à de nombreuses difficultés dues notamment à la vétusté de son outil de production, la rendant peu compétitive et obligeant l'Etat à avoir recours à d'importantes importations afin de satisfaire la demande locale.

✉ theophile.jegard@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : un groupe burkinabè candidat à la reprise des filiales de la BNP en Afrique ?

Le groupe français BNP Paribas a annoncé la cession de ses parts dans ses filiales au Mali, au Burkina Faso, en Guinée, en Tunisie et au Gabon, à la fin de mai 2019. On compterait une dizaine de candidats au rachat, mais seulement quatre seraient retenus sur la liste de présélection, parmi lesquels figurerait le groupe bancaire burkinabè Coris qui pourrait profiter de cette opération pour renforcer son assise et élargir sa présence dans la sous-région. Au Burkina Faso, à fin 2017, d'après les dernières données disponibles de la BCEAO, Coris était le premier établissement bancaire du pays en termes de bilan, à hauteur de 22% du total du bilan du secteur bancaire.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Guinée équatoriale : année de l'énergie

La chambre africaine de l'énergie organise les 2 et 3 juillet 2019 une tournée de présentation des licences de pétrole, de gaz et des minerais de la Guinée équatoriale à Pékin. L'objectif est de susciter l'intérêt des investisseurs asiatiques dans les cycles de licences. Ce road-show intervient au moment où la Guinée équatoriale vient de lancer son premier cycle de licences d'exploitation minière, ainsi que le cycle de licences d'exploitation du pétrole et du gaz 2019. Au total, 27 blocs seront proposés dans le cadre du cycle de licences de 2019 portant sur le pétrole et le gaz.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

▼ Guinée-Bissau : l'élection présidentielle annoncée pour le 24 novembre 2019

Des consultations sur les solutions de sortie de crise politique ont eu lieu entre le Président José Mario Vazsur, les différents partis politiques, le gouvernement et la commission nationale des élections (CNE). Le décret publié à l'issue de ces consultations prévoit la tenue des élections présidentielles le 24 novembre prochain. Cette annonce intervient alors que le Président José Mário Vaz n'a toujours pas nommé de Premier ministre, plus de trois mois après les élections législatives du 10 mars remportées par le PAIGC de Domingos Simões Pereira.

✉ alpha.ly@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : tenue du 1^{er} forum d'affaires Ghana-UE pour les investissements privés

Le 13 et le 14 juin s'est tenu le 1^{er} forum d'affaires Ghana-UE avec pour thématique les investissements privés pour un emploi soutenable au Ghana. L'évènement s'est tenu en présence de Mahamudu Bawumia, Vice-Président du Ghana, et de Jyrki Katainen, Vice-président de la Commission européenne. Le forum a permis la présentation des opportunités d'affaires ghanéennes ainsi que des différents instruments de financement mis en place par l'UE. Les évolutions récentes du climat des affaires ont été abordées lors d'une table ronde en présence du président de l'*European Business Organisation*, dont l'objectif est de favoriser le dialogue politique des entreprises européennes avec les autorités et le secteur privé locaux.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

